**Maritim Africa** 

UN GROUPE DE MÉDIA EN LIGNE **DÉDIÉ À L'ÉCONOMIE BLEUE** LANCÉ PAR LE MINISTRE **KOKOU TENGUE** 





# TOGOREVEIL

TR 543 du 29 Sept. 2023

Le pari d'une actualité qui réveille



# LE NOUVEAU BUREAU DU CONAPP REÇI



**SEULS** », MÉDISSA SAMA À L'ENDROIT DES JEUNES **ENTREPRENEURS DU GRAND LOMÉ** 

### L'OTR DÉMARRE UNE **OPÉRATION DE VENTE AUX ENCHÈRES**

**Vers la mise en place d'un Fonds de** soutien à la Recherche et à l'Innovation WOUS NE SEREZ PAS P.13 LE TOGO LANCE LE SERVICE MSP P.2

**CEDEAO/ Paix , vivre-ensemble, tolérance** et économie

**LES PEULS ET HAALIPULARS GUINÉENS RÉUNIS AU SEIN DE LA CNFHPG** S' ACTIVENT P.13



<u>Prévenir et répondre efficacement</u> à la violence sexiste au Togo

KAIPTC ET WANEP P.15 **TOGO RENFORCENT LES** CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX

Plus de 4 Millions d'abonnés!





Actualité

### **Recherche scientifique**

# L'AGENCE UNIVERSITAIRE DE LA FRANCOPHONIE FÉLICITE ET SALUE L'ENGAGEMENT DU CHEF DE L'ETAT FAURE GNASSINGBÉ

e Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé ■a échangé ce 19 septembre 2023, avec le professeur Slim Khalbous, Recteur de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). L'universitaire était à Lomé dans le cadre de la première édition du Salon de valorisation des résultats de recherches et de l'innovation en Afrique de l'ouest (SaVaRRI-AO) tenu du 18 au 20 septembre 2023 au Centre Togolais d'Exposition Foire (CETEF-Togo 2000).

Le professeur Slim Khalbous a félicité le chef de l'Etat pour son engagement pour la promotion de la recherche scientifique et de l'innovation dans l'espace francophone et lui a exprimé la reconnaissance de l'institution pour la tenue de ce salon dans la capitale togolaise.

« C'est un projet éminemment important parce qu'il concerne le développement de nos pays par la recherche. Le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé a soutenu ce projet qui permet d'améliorer tous nos secteurs vitaux comme l'agriculture,



la médecine et l'éducation » a-t-il déclaré à l'issue des entretiens.

Au regard de cette détermination du chef de l'Etat. l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) est disposée à accompagner davantage le Togo dans le domaine de cette assise, en collaboration

de l'enseignement supérieur et de la recherche à travers notamment l'organisation des états généraux de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Pour le Recteur de l'AUF, la tenue

avec le ministère de l'Enseignement supérieur, permettra de « mettre le cap sur l'excellence et l'amélioration systèmes éducatifs, universitaires et de recherches en vue de voir l'avenir par le savoir et par l'éducation ».

cette dynamique de partenariat avec le Togo, l'AUF prévoit également de soutenir la politique d'employabilité des diplômés du supérieur initiée par le chef de l'Etat. Ce programme vise à assurer à ces jeunes togolais un travail décent, à travers des formations complémentaires avec des certifications professionnelles dans les centres d'employabilité francophones des universités publiques.

Pour rappel, l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF) est une association d'établissements d'enseignement supérieur et de recherche et des opérateurs de la Francophonie universitaire.

Elle regroupe plus de 1000 universités, grandes écoles, réseaux universitaires et centres de recherche scientifique utilisant la langue française. À ce titre, l'AUF met en œuvre, dans son champ de compétences, les résolutions adoptées par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant le français en partage.

La Rédaction

### **Vers la mise en place d'un Fonds de soutien à la Recherche et à l'Innovation**

### **LE TOGO LANCE LE SERVICE MSP**



Le financement de la recherche et de l'innovation constitue l'un des plus grands défis qui se posent au Togo. Cela entrave sérieusement le potentiel de croissance économique et de développement durable du pays. Face à cette situation, le gouvernement, par le biais de ministère de l'enseignement et de la recherche, a fait de la mise en place d'un Fonds de soutien à la recherche et à l'innovation (FSRI) une priorité et a présenté, à cet effet, une manifestation d'intérêt pour un service du Mécanisme de soutien aux politiques de R&I de l'OEACP (MSP), le 16 mars 2023. Cette requête a été honorée par le Secrétariat de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) le 18 avril 2023, dans le cadre du Programme R&I de l'OEACP, financé par l'Union Européenne (UE). Le but de ce service MSP est de fournir une assistance technique pour aboutir à des recommandations opérationnelles qui seront utilisées par les autorités nationales pour le développement d'un fonds national de soutien à la recherche et de l'innovation.

Mme Simona Mari, experte Senior de la Commission de l'Union Européenne se dit confiante que la mission sera fructueuse. Pour elle le Fonds permettra de promouvoir les incitations financières comme des allègements fiscaux, des financements souples. Elle promeut encore plus le partenariat public et privé. Prof. Kouami KOKOU, Directeur national de la recherche scientifique et technique (MESR) pour sa part



que la création d'emploi.

Le principal enjeu est de mettre à la disposition du MESR un guide d'orientation pour la mise en place dudit Fonds. Ce guide, étape par étape, orientera les autorités nationales dans la mise en place du FSRI, la mobilisation des ressources et la gestion efficace de ce fonds, y compris sa gouvernance, le mécanisme de gestion des demandes et les processus de sélection. Grâce à ce FSRI, le gouvernement ambitionne d'élargir l'espace politique et institutionnel pour les innovateurs technologiques de base, mais également de créer des liens efficaces, des synergies et des complémentarités entre le gouvernement, les universités. l'industrie et la société, permettant ainsi au Togo de devenir une société créative et basée sur la connaissance. Ce Fonds contribuera à réaliser les objectifs de la « Feuille de Route gouvernementale 2025», qui vise à créer des emplois en exploitant

Le MSP est en réalité un outil innovant, bénéficiant aux autorités publiques nationales ou régionales en Afrique, dans les Caraïbes et dans le Pacifique. Il vise entre autres à améliorer la qualité et l'efficacité des

les potentiels du pays dans le domaine de la

recherche et de l'innovation.

écosystèmes nationaux de la Recherche et l'innovation ; à améliorer la conception et la mise en œuvre de politiques et de stratégies de la Recherche et l'Innovation fondées sur des données probantes.

Le service sera assuré par un ensemble d'acteurs notamment un panel d'experts, une equipe nationale du Togo et une équipe MSP qui dirigera et soutiendra la mise en œuvre des activités du service et assurera la haute qualité de leur mise en œuvre et de leurs résultats.

«Le service MSP suivra trois étapes à savoir planification, phase de terrain et phase de clôture. Nous commençons aujourd'hui et d'ici avril nous nous assurerons de fournir le MESR un rapport de recommandations politiques (RRP), sous la forme d'un guide d'orientation pour la mise en place du FSRI, sera remis au MESR. Il sera basé sur des données probantes et des enseignements tirés de la pratique et de l'analyse d'approches similaires de Fonds d'innovation nationaux et régionaux introduits dans d'autres pays», a déclaré Prof. Kokou Tona, président du Panel avant d'inviter tous à apporter leurs contributions pour la réussite de cette mission.

Le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche par l'entremise de sa Directrice de cabinet a exprimé son engagement «à

mettre tout en œuvre pour porter à l'attention des plus hautes autorités du pays le rapport de recommandations politiques qui en découlera pour que notre pays puisse se doter de cet instrument indispensable qu'est le Fonds de soutien à la recherche et à l'innovation.»

«ce fonds permettra au Gouvernement togolais, non seulement d'élargir l'espace politique et institutionnel des innovateurs technologiques de base, mais également de créer des liens efficaces, des synergies et des complémentarités entre le Gouvernement, les universités. l'industrie et la société. Ce Fonds contribuera à réaliser les objectifs de la «<< Feuille de Route gouvernementale 2025 », qui vise à créer des emplois en exploitant les potentiels du pays dans le domaine de la recherche et de l'innovation», a-t-elle ajouté. Ouvert le 18 septembre sur le site de la Foire CETEF-Togo 2000, le Salon de la Valorisation des Résultats des Recherches et de l'Innovation AO 2023 a pris fin ce 20 septembre. Le thème retenu pour cette première édition est «Libérer le potentiel de la recherche et de l'innovation pour un développement inclusif et durable Afrique de l'Ouest.»

Komla YAWO



Journée mondiale de la mer de 2023

# EDEM KOKOU TENGUE INVITE LES ACTEURS À CONTINUER D'ŒUVRER AUX CÔTÉS DU GOUVERNEMENT POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DES MERS

omme tous les derniers jeudis du mois de septembre, la Communauté internationale commémore ce 28 septembre 2023 la journée mondiale de la mer. Initiative de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), cette journée est une fois encore l'occasion pour sensibiliser les acteurs du transport maritime à œuvrer à la sauvegarde et à la protection des mers. Dans son adresse à la population à la veille de la commémoration le ministre togolais de l'Economie maritime Edem Kokou Tengue appelle les acteurs à continuer d'accompagner le gouvernement dans la lutte contre la pollution des mers par l'activité des navires. L'édition 2023 placée sous le thème « 50 ans après MARPOL, notre engagement continue » offre ainsi l'occasion au ministre Tengue d'inviter les acteurs «non seulement à célébrer l'héritage des améliorations obtenues mais également à s'engager en s'appuyant sur les acquis du présent pour se projeter avec confiance vers un avenir encore plus radieux.

### Voici l'intégralité de l'intervention du ministre à l'occasion de la commémoration de cette journée

Message aux acteurs à l'occasion de la journée mondiale de la mer

A l'occasion de la célébration de la journée mondiale de la mer qui est commémorée cette année le 28 septembre 2023, j'ai l'honneur de porter ce jour le message de l'Organisation Maritime Internationale (OMI).

Il vous souvient que le 8 juin de chaque année avait déjà été dédié à la journée Internationale des Océans pour sensibiliser le public à l'importance des océans pour la vie sur terre, la biodiversité marine, la conservation des écosystèmes marins et la lutte contre la pollution plastique des océans en les présentant comme des entités globales.

La journée mondiale de la mer, instaurée par l'Organisation Maritime Internationale (OMI) en 1978 est célébrée elle, chaque dernier jeudi du mois de septembre, pour sensibiliser les acteurs du transport maritime à œuvrer à



la sauvegarde et à la protection des mers. Mesdames messieurs les acteurs du transport

maritime, le thème choisi cette année par l'OMI, un thème hautement interpellatif s'intitule : « 50 ans après MARPOL, notre engagement

continue ».

Il met en exergue la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL). Une Convention qui constitue l'instrument le plus ambitieux jamais adopté pour lutter contre la pollution du milieu marin par les navires.

L'objectif de la Convention MARPOL est double

D'une part, elle vise à renforcer la sécurité à bord des navires, notamment par l'adoption de prescriptions techniques et le renforcement des contrôles sur la navigabilité des navires, afin d'éviter les accidents et les pollutions subséquentes.

D'autre part, elle vise à limiter les déversements volontaires de substances toxiques en mer.

Au-delà, le thème a pour finalité la promotion d'un dialogue plus approfondi entre les acteurs sur la prochaine phase des travaux de l'OMI afin d'améliorer encore plus l'utilisation durable et la protection de notre planète et de nos océans dans l'atteinte des objectifs de développement durable des Nations Unies d'ici 2030.

L'atteinte de ces objectifs dépendant également des transports maritimes sécurisés et sains.

Mesdames et messieurs,

Dans le contexte général d'un développement durable, les transports maritimes sont une force très positive majeure, dont la contribution à la prospérité du monde est considérable tant ils portent une activité économique de premier plan dans la mondialisation.

Aujourd'hui 90 % du commerce mondial se fait

par voie maritime et il est impératif de rendre ce mode de transport plus durable.

En effet, alors que les écosystèmes se dégradent de manière critique, il est urgent d'approfondir l'étude des conséquences du transport maritime sur la biodiversité et de rechercher comment contribuer à leur limitation.

Les transports maritimes internationaux constituent le moyen de transport international le plus efficace et le plus rentable pour la plupart des marchandises, qui sont ainsi acheminées de manière fiable, ce qui facilite la fluidité du commerce et aide à créer la prospérité parmi les nations et les peuples.

Le monde doit pouvoir donc compter sur des transports maritimes internationaux sûrs, sécurisés et rentables et comme des éléments essentiels pour une croissance économique globale durable.

Il est indéniable que sur les 50 années depuis MARPOL, qu'il y a eu des avancées autant dans la prise de conscience que dans la mise en œuvre des actions idoines par les acteurs. Cette journée mondiale de la mer de 2023, est une invite non seulement à célébrer l'héritage des améliorations obtenues mais également

à s'engager en s'appuyant sur les acquis du présent pour se projeter avec

confiance vers un avenir encore plus radieux. C'est à cette option du renforcement de nos acquis et à l'engagement de mieux faire que je vous invite tous, afin de continuer de contribuer aux côtés du gouvernement à la lutte contre la pollution des mers par l'activité des navires.

Ainsi, de l'union de la volonté du gouvernement et de celle des acteurs nationaux du transport maritime à s'engager à continuer d'œuvrer ensemble pour un développement durable des mers et à identifier des innovations et des solutions uniques pour résoudre les défis des mers, découlera la garantie de résultats autant tangibles qu'efficients.

Dans l'assurance de cet engagement continu j'aimerais souhaiter à tous les acteurs maritimes, une bonne journée internationale de la mer 2023.

Je vous remercie!

### <u> Maritim Africa :</u>

# UN GROUPE DE MÉDIA EN LIGNE DÉDIÉ À L'ÉCONOMIE BLEUE LANCÉ PAR LE MINISTRE KOKOU TENGUE

u Togo, un outil de promotion et de développement durable de l'économie bleue sur le continent est désormais mis à la disposition tous ceux qui s'intéressent à l'économie bleue. Il s'agit de MaritimAfrica.

Groupe de media en lighe consacre au secteur maritime en Afrique, «MaritimAfrica» a été lancé le mardi 26 septembre 2023 à Lomé par le Ministre de l'Economie Maritime et de la protection côtière, M. Edem Kokou TENGUE. Des activités à l'instar des exposition, des conférences et séminaires (en ligne et présentiel), de visites des infrastructures maritimes et de l'économie bleue du Togo et des rencontre B to B ont marqué l'événement. L'outil permettra de mettre en avant les efforts du Togo dans le développement de l'économie bleue.

En procédant au lancement des travaux, le Ministre Eden Kokou TENGUE s'est réjoui de cette innovation dans le domaine maritime africain. Il s'agit pour lui, d'un magazine « orienté vers le développement du domaine de la



mer et qui s'affirme aujourd'hui dans son approche, par le lancement d'un évènement encore plus fédérateur des acteurs de l'économie bleue en Afrique ».

Il a salué le choix du Togo pour

le lancement de cette activité. «Cette première cadre bien avec la lancée sur laquelle nous sommes sous l'impulsion du Chef de l'État Faure GNASSINGBE, et qui place aujourd'hui notre plateforme

portuaire parmi les plus performants de notre continent, un indicateur important dans la vision du Chef de l'Etat de faire de notre pays un hub logistique de 1er choix », a-t-il indiqué.

Au nom du Gouvernement, il a salué tous les acteurs du monde de l'économie bleue présents, tous les professionnels avertis du secteur et participants à cette première. Le Ministre a en outre, salué particulièrement les associations professionnelles regroupant la gente féminine, très « activement positives dans le milieu de la logistique, de la logistique dans le monde maritime et qui par leurs actions, par leur savoir-faire, leur savoir être et leur faire savoir assurent une très bonne visibilité et suscitent un regard admiratif porté sur le secteur ». Il a réitéré à ces femmes, ses félicitations et encouragements.

Le programme de ce week-Togo du MaritimAfrica est assez dense avec un contenu d'un niveau très relevé. Ainsi, l'officiel togolais a émis le vœu que les résultats soient de la même facture et contribuent surtout à l'atteinte des objectifs projetés.

Marcel SOGLO



# DES RECOMMANDATIONS EN FAVEUR DE L'INSERTION **PROFESSIONNELLE DES JEUNES**

es Etats membres de l'Union Economique et Monétaire ■Ouest-Africaine (UEMOA) plus le Tchad, disposent désormais informationnel, outil communicationnel et des stratégies pour mieux faire face à la problématique inadéquation Formation-Emploi.

Les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) sont parvenus à des stratégies pour garantir des emplois aux jeunes de son espace communautaire. A la faveur de la 14è Conférence du cadre de concertation de ses ministres en charge de l'emploi et de la formation (CCMEFPprofessionnelle UEMOA), des recommandations ont été adoptées en faveur d'une meilleure résolution de la problématique inadéquation Formation-Emploi. La rencontre ouverte par le Premier Ministre togolais, Mme Victoire TOMEGAH-DOGBE a enregistré la présence de plusieurs Ministres en charge de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, des points focaux des pays membres plus le Tchad, des experts et des partenaires dont le représentant de la Coopération suisse . Elle a servi d'occasion aux participants d'adopter des recommandations à l'endroit de l'UEMOA et des Etats qui la composent . L'objectif est d'offrir une formation professionnelle adéquate débouchant sur une insertion socio-professionnelle des jeunes et femmes.

Pour ce faire, la rencontre a servi de cadre d'échanges et de partage d'expérience entre les Etats.

### L'expérience du Togo

En ouvrant les travaux au nom du Président de la République, la Cheffe du Gouvernement a invité les participants à « oser », « innover », et « construire » avec la jeunesse pour, dit-elle, « répondre au défi majeur de l'emploi ». Elle a en outre rappelé les expériences du Togo en matière de la formation professionnelle et sa stratégie de création d'emplois en faveur des jeunes. « Nous avons misé sur



la formation pratique ciblant les secteurs porteurs dans les IFAD, la digitalisation, le partenariat publicprivé pour la création de plateformes industrielles et l'amélioration du climat des affaires », a-t-elle fait

Pour le Ministre togolais en charge de la formation professionnelle, M. Kokou Eke Hodin, il est « impérieux de procéder périodiquement à une veille économique active, à l'évaluation du double secteur formation-emploi, afin de l'arrimer aux exigences d'un environnement de travail de plus en plus dynamique

### La Côte d'Ivoire prend les rênes

La Côte d'Ivoire a été désignée pour abriter la 15ème Conférence de ce cadre de concertation. Son Ministre en charge de la formation professionnelle, Koffi N'GUESSAN succède à son homologue togolais Kokou Eke Hodin à la tête du Cadre de Concertation. Une passation des charges s'est déroulée entre les deux (02) officiels en marge cette réunion ministérielle. de nouveau Président entend œuvrer pour apporter un nouveau

dynamisme à ce cadre. Il a félicité son prédécesseur pour la réussite de son mandat malgré la crise à la covid-19. M. Koffi N'GUESSAN a exprimé sa reconnaissance à l'endroit des dirigeants Faure Gnassingbé du Togo et Alassane Ouattara de la Côte d'Ivoire ainsi que ceux des autres pays de l'espace UEMOA.

### Des recommandations

A l'issue des travaux portant notamment sur la mutualisation des ressources de formation professionnelle, les collèges communautaires, le programme des bourses canadiennes et les bilans financiers présentés, un document contenant des recommandations adoptées à l'unanimité des participants, a été lu et approuvé. Ainsi, à l'endroit de la Commission de l'UEMOA, il est recommandé de créer un Observatoire sous régional de l'Emploi et de la Formation (OSREF) (Echéance 31/12/2025); d'organiser la table ronde des bailleurs de fonds afin de mobiliser les ressources financières au profit des collèges communautaires des pays ayant satisfait aux conditionnalités de la

feuille de route adoptée en 2021 (Echéance 31/12/2024); d'engager une discussion institutionnelle avec la Direction du Développement et de la Coopération suisse pour solliciter une prorogation du Programme Régional Formation Professionnelle (PROFOR) de deux an; d'engager une simplification des procédures de la Commission de l'UEMOA applicable au PROFOR;

### A l'endroit des Etats

En ce qui concerne les Etats, la conférence demande d'accélérer le processus de mise en place des Observatoires Nationaux de l'Emploi et la Formation (ONEF) autonome dans les Pays qui sont encore en retard; de mettre en place un Système Intégré d'Information sur le Marché de l'Emploi (Echéance 30/06/2025). La conférence invite les pays qui n'ont pas encore mis en œuvre la feuille de route adoptée le 08 octobre 2021 et portant sur les collèges communautaires, de prendre les dispositions nécessaires pour une mise en œuvre effective de ladite feuille de route au plus tard le 31 décembre 2023; de désigner le Secrétaire Général ou le Directeur de Cabinet ou le Directeur de Cabinet

Adjoint comme Superviseur, chargé de la coordination administrative des Commissions de suivi et de préparation de la Conférence des Ministres et d'ouvrir la composition de ladite commission au secteur privé, comme acteur incontournable de la formation et de l'insertion des ieunes et des femmes.

La Conférence des Ministres a remercié la République du Togo pour avoir accueilli cette rencontre. Elle remercie par la même occasion la République de Côte-d'Ivoire pour avoir accepté d'accueillir la 15ième

Conférence des Ministres.

Selon le nouveau Président du cadre de concertation des Ministres en charge de l'emploi et de la formation professionnelle, M. N'GUESSAN Koffi, ses recommandations constituent un « socle pour les décisions pertinentes » des Etats. Pour son prédécesseur, Kokou Eke Hodin, ses recommandations prises constituent un « arsenal efficace pour la création d'emploi et le développement des compétences ». « Nos travaux ont permis de prendre des décisions envue de dégager des meilleures perspectives entre autres l'emploi décent pour les femmes et les enfants », s'est-il réjoui lors de la fermeture des travaux.

Cette 14ième Conférence a fermé ses portes avec un dîner de gala au cours duquel le Ministre Kokou Eke Hodin a offert des mets locaux aux délégations des pays frères. L'occasion également pour son successeur de décliner ses ambitions: « Durant le mandat que je vais entreprendre dès ce soir, je dois réfléchir autrement ; réfléchir à une autre révolution éducative qui permettra à nos jeunes d'être bien formés et d'avoir des idées innovantes », a-t-il indiqué avant de souligner que la jeunesse constitue un atout pour l'Afrique ; mais n'est pas bien formés . « Le système d'éducation de L'UEMOA connaît des limites. Il faut trouver la parade. formation professionnelle technique l'enseignement constituent des alternatives ».

**Marcel SOGLO** 

## L'OTR DÉMARRE UNE OPÉRATION DE VENTE AUX ENCHÈRES

🖢 ept cent soixante-quatre (764) comptant sur place majoré de 12%. 26 septembre 2023.

L'Office Togolais des Recettes entame une nouvelle vente aux enchères à partir de ce mardi 26 septembre 2023. Cette foisci. l'opération va concerner les conteneurs import et export abandonnés à Lomé Container Terminal (LCT) situé au Port Autonome de Lomé et démarre à 09 heures 30 min conformément à l'ordonnance N°2403/2023 du 07 septembre 2023.

Dans un communiqué daté du 20 septembre dernier, Philippe Kokou TCHODIE, Commissaire Général de l'Office, précise que cette vente se fera aux enchères publiques au plus offrant et dernier enchérisseur, avec paiement au

conteneurs sont mis en vente aux Par ailleurs, l'OTR rappelle que « la enchères publiques depuis ce mardi participation à la vente nécessite le paiement préalable de vingt-cinq mille (25 000) francs CFA non remboursables contre une quittance sécurisée pour l'enregistrement des adjudicataires, à la Direction des Opérations Douanières de Lomé Port ». « Aucune réclamation, prévient l'office, ne sera acceptée après l'adjudication ».

> Les adjudicataires qui n'auront pas réglé le montant des biens qui leur sont attribués avant 17 heures 30 le jour de l'achat verront leur adjudication annulée, a averti le responsable de l'administration unifiée de la Douane et des Impôts au Togo.

> > Togoreveil



RETROUVEZ LES PAGES 5 À 12 DE VOTRE JOURNAL DANS NOTRE SUPPLEMENT NUMÉRIQUE DE TOGOREVEIL N° 543 PDF DISPONIBLE AU 00228 90 02 76 54



Togo:

# **400 SALLES DE CLASSE CONSTRUITES EN 2022**



infrastructures d'accueil des adaptées aux besoins, il ne peut pas avoir d'éducation fiable ni inclusive. La même chose vaut pour l'absence ou l'insuffisance des enseignants, transmetteurs de savoir. Le Togo a compris la chose

depuis longtemps et enchaîne sans cesse les initiatives d'installation des bâtiments scolaires et de recrutement du personnel

Pour le premier volet (infrastructures), les pouvoirs publics mettent les moyens en place pour avoir des salles de cours sûres et en nombre suffisant. Dans les zones où l'affluence des élèves est forte, il y a un système de double flux pour permettre à tous de s'instruire.

### Résultats des efforts

L'année écoulée, ce sont 400 salles de classe qui ont été construites sur l'étendue du territoire pour accueillir les élèves. Douze mois plus tôt, soit au titre de l'année scolaire 2020-2021, le bilan est de 705 salles de classe construites. La grande ambition est d'avoir au moins 30 000 salles de classe à l'horizon 2025.

### Les programmes phares

Le Projet d'appui à la réforme des collèges (Parec) en fait partie. Il est destiné à offrir un cadre d'apprentissage convenable aux apprenants. La deuxième phase du Parec s'étend de 2019 à 2023, avec un financement d'environ 10 milliards de francs CFA (15 millions d'euros).

Parmi les volets du Parec 2 il y a la construction de 380 salles de classe supplémentaires dans 92 collèges publics avec l'installation des équipements sanitaires ; l'accompagnement

de la gouvernance des établissements pour un environnement scolaire protecteur et sensible au genre; la formation de 4 000 chefs d'établissements, enseignants volontaires et titulaires...

Avant la phase 2, le Parec 1 (2014-2018) doté d'une enveloppe de 05 milliards de francs a favorisé la construction de 160 salles de classe, la formation de 3 000 enseignants et directeurs d'établissements, l'amélioration des conditions d'enseignement et d'apprentissage.

#### Recrutement des enseignants

Unnouveauconcoursaétélancéparleministère de la Fonction publique dans la seconde moitié de 2023. Il permettra d'embaucher 4 501 personnes qui vont renforcer les effectifs pour l'année scolaire 2023-2024. En 2020, l'on a recensé approximativement plus de 41 000 enseignants du système éducatif. Plus de 2 000 se sont ajoutés à eux en 2021 et 3 000 autres personnes sont venues gonfler les rangs en 2022.

La Rédaction



Dessin de S. Tatchev

### Le transport et la logistique :

# **UNE ÉVOLUTION CONSTANTE AU TOGO**



pour qu'il en soit toujours l'Ouest. infrastructures attrayantes et utiles est précurseur de l'émergence socioéconomique, ce qui motive assez les dirigeants dans leur objectif de bâtir un pays moderne. D'importants chantiers réalisés ces dernières années permettent de mieux assurer les activités liées au transport et à la logistique.

Le nombre de routes en bon état s'accroît, les pistes rurales sont aménagées, les secteurs portuaire et aéroportuaire respirent mieux et la logistique (ensemble des moyens et méthodes de transport, de manutention ou de ravitaillement) laisse entrevoir un avenir meilleur. Réalisations phares

Elles sont pléthoriques. Celles qui attirent les plus les attentions sont la modernisation du port autonome de Lomé (PAL) avec la construction du troisième quai et Lomé Container Terminal (LCT) qui est un terminal

es stratégies sont multipliées à conteneurs leader en Afrique de

ainsi. Le développement des II y a aussi la réadaptation de l'aéroport général Gnassingbé Eyadema avec la construction d'une nouvelle aérogare moderne. Se trouve aussi à Adétikopé une plateforme industrielle (PIA) avec un port sec qui décongestionne le port de Lomé.

> Augmentation des chiffres d'affaires sur la plateforme portuaire

> C'est le résultat de sa rénovation. Les chiffres sont passés à 39 milliards de francs CFA en 2022. En 2018, les recettes étaient de 29 milliards, soit une hausse de 10 milliards de francs. Autrement dit en 05 ans l'infrastructure a augmenté ses chiffres d'affaires de 34%.

> D'autres facteurs connaissent une évolution comme les activités de transbordement. De 2018 à 2022, elles ont avancé de 46%. Le nombre de conteneurs traités est passé de 1 074 583 à 1 569 138 et le nombre de navires accueillis est passé de 1

461 en 2018 à 1 662 en 2022. La PIA pour lutter contre la pauvreté et le chômage

Elle porte l'ambition de créer 35 000 emplois, industrialiser le pays et faire de lui un hub logistique économiquement viable les citoyens et les investisseurs. Depuis juin 2021 où la Plateforme industrielle d'Adétikopé a été lancée, elle engendre des réalisations positives.

L'une d'elles est le porc sec ou encore le terminal à conteneurs. Le premier est un site de manutention et de transbordement des marchandises en provenance ou à destination du port de Lomé, au profit des pays de l'hinterland. Il couvre une superficie de 20 hectares et est doté d'une capacité de 150 000 conteneurs. Le terminal lui, a une capacité de traitement de 12 500 conteneurs. Le paysage économique togolais change à une grande vitesse.

# OGOREVE

DIRECTEUR DE PUBLICATION Germain POULL COMITÉ DE RÉDACTION

Komla YAWO. Marcel A. SOGLO Londou KAWANA

Patrick Nima Pegy.

SERVICE COMMERCIAL ET PUBLICITÉ

Alssata TOURE SECRÉTARIAT

Micheline MENSAH INFOGRAPHIE

Alex KPATIDE (91 77 29 94)

DISTRIBUTION ET ABONNEMENT

Tel: 22 36 18 56 02 BP 20061 LOME

Adresse

585; Avenue du Grand Seminaire Hedzranawoe face Ets VINS

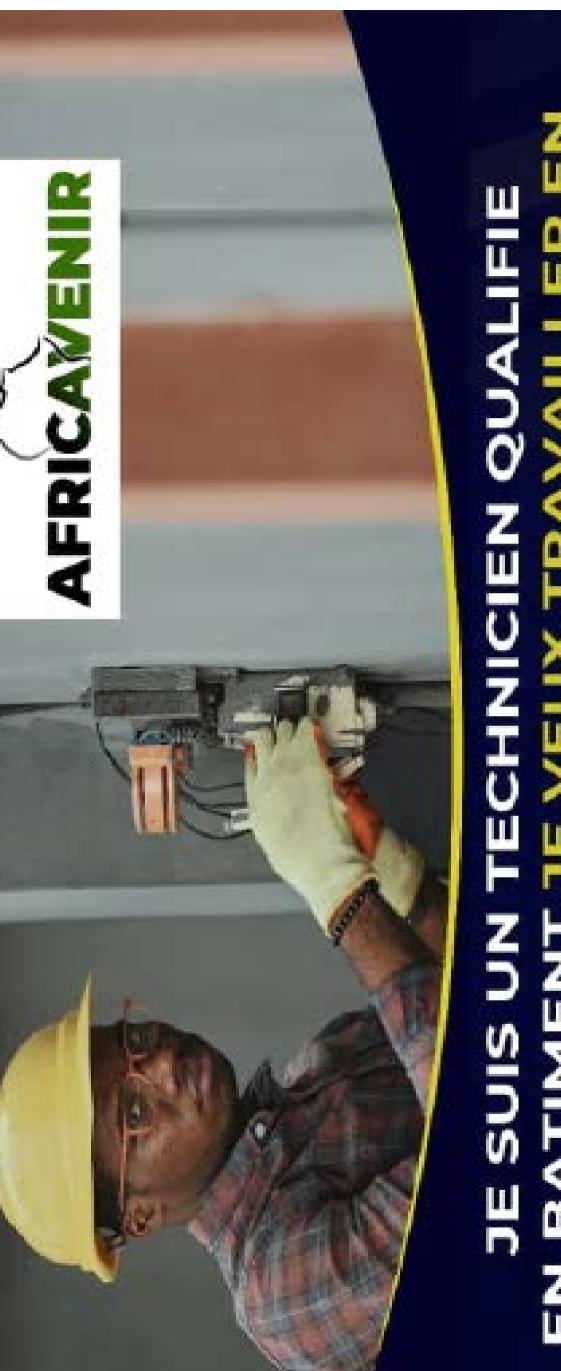
Tel: 22.61 12.19 / 22.36 18.56 90 02 76 54

E-mail: gpoulie@yahoo.fr

4000 Exemplaires

IMPRIMERIE

RAD GRAPHIC SARL U



# AGNE JE POSTULE A AFRICAVENIR TRAVAILLER EN く同し文 ZUE ALLEM EN BA

En Envoyant juste

- MON DIPLOME
- TATION DE FIN DE FORMATION MON
  - ET MON C

onnels vous facilitent un contrat de travail et vous re insertion socio-professionnelle en Allemagne Des professivassures professivates de la secure dela secure de la secure de la secure de la secure de la secure dela secure de la secure del secure de la secure de la secure de la secure del secure de la secure del secure de la secure de l

**Enseignement supérieur** 

# LA RENTÉE FIXÉE AU 9 OCTOBRE ET VOICI LE DÉCOUPAGE DE L'ANNÉE ACADÉMIQUE 2023-2024, UNIFORMISÉE

en commun un calendrier pour l'année ■académique 2013-2014 comme défini par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ainsi, la reprise des cours est fixée au lundi 09 octobre.

Voici, le découpage de l'année 2023-2024 SEMESTRE HARMATTAN

Enseignements: lundi 09 octobre 2023 au samedi 20 janvier 2024

Congés des fêtes de fin d'année : samedi 23 décembre 2023 au dimanche 07 janvier 2024 Évaluations et résultats : lundi 29 janvier au dimanche 10 mars 2024

SEMESTRE MOUSSON

Enseignements : lundi 18 mars au samedi 29 juin 2024

Congés de Pâques : lundi 25 mars au dimanche 07 avril 2024

Évaluations et résultats : lundi 08 juillet au dimanche 18 août 2024

Mais il est à noter qu' à travers un arrêté uniformisant le calendrier signé du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche,

es établissement publics et privés ont l'année académique 2023-2024 se déroulera selon le même chronogramme pour tous les établissements d'enseignement supérieur, publics comme privés.

> Concrètement, la rentrée académique est fixée au lundi 09 octobre 2023, et le début des enseignements, une semaine plus tard, le lundi 16 octobre. En prélude à cela, les dépôts de dossiers de candidature et les sélections et concours d'entrée se déroulent depuis le 04 septembre et ce jusqu'au au 06 octobre.

> La rentrée doctorale, dans les universités de Lomé et Kara, est programmée au lundi 06 novembre, tandis que la semaine de l'étudiant est projetée du lundi 04 au dimanche 10 mars 2024.

> Pour rappel, une première étape avait déjà été franchie il y a quelques mois, avec l'harmonisation des offres de formations universitaires. Dans cette foulée, les examens du système LMD (Licence-Master-Doctorat) sont devenus des examens nationaux.

KPEKPASSI Yélé

Tel: 92 87 85 62



# Menuiserie Aluminium Alucobonde, Pose de rideaux, Pose de tuiles, Toiture, Location et Entretien Pour tous vos projets, chantiers et besoins en meubles en architecture aluminium Responsable

# **LE TOGO INTRODUIT** L'ANGLAIS AU PRÉSCOLAIRE **ET AU PRIMAIRE**



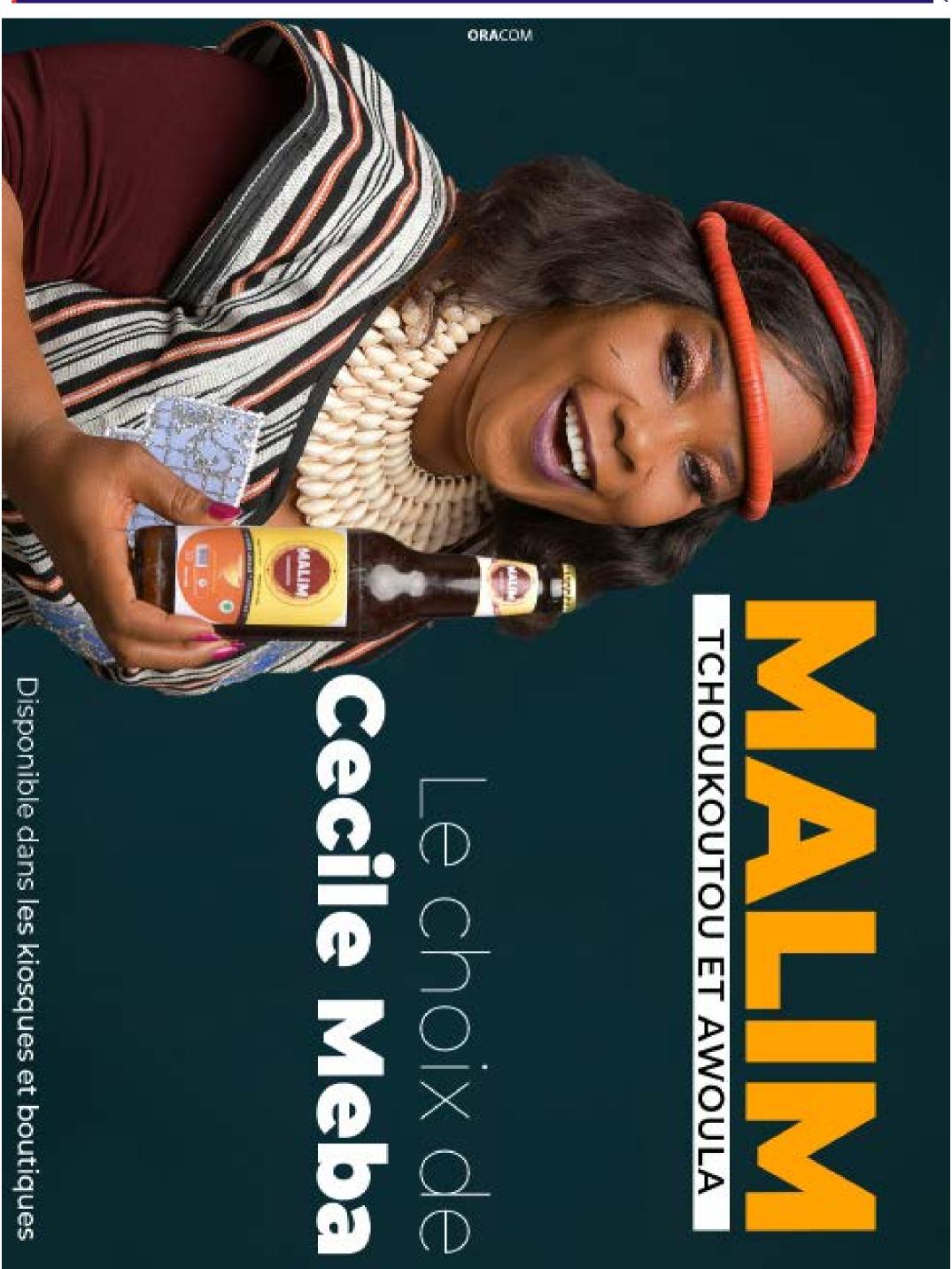
es conséquences de l'adhésion il y a un an au Commonwealth se font sentir sur le terrain. le 15 septembre dernier, le ministère des enseignements primaire et secondaire, sur orientation présidentielle, a annoncé l'introduction de l'enseignement de l'anglais au préscolaire et au primaire.

La phase pilote sera lancée dès cette rentrée scolaire 2023-2024, dans des écoles primaires publiques, privées laïgues et confessionnelles retenues sur tout le territoire national. L'expérimentation concernera uniquement pour l'instant le Cours Préparatoire ou CP. Quant aux autres sous-cycles du primaire, "ils suivront progressivement dans les années à venir", a indiqué le ministre Dodzi Kokoroko.

L'objectif du gouvernement, est de préparer la jeunesse éducative à développer des compétences linguistiques et communicationnelles en anglais. L'introduction de cet enseignement se fera notamment à l'aide de divers types d'outils élaborés, qui comprennent notamment des supports pédagogiques (audios, vidéos, guides, manuels, tutoriels...) et des outils de suivi et d'évaluation.

RIDLEY-Ent

Kodjoviakopé Non loin de Mivip



# L'ACTIVITÉ DU 'WIFI ZONE' EST DÉSORMAIS ENCADRÉE AU TOGO

ésormais au Togo, la fourniture de service de WiFi Zone est réglementée et soumise à une déclaration auprès de l'Autorité de régulation des communications électroniques et postes (Arcep). Un délai de trois mois est d'ailleurs accordé aux fournisseurs actifs pour se conformer avant l'entrée en vigueur de la mesure.

Concrètement, l'exploitation de service de WiFi Zone devra désormais se faire "à partir d'un accès internet souscrit auprès d'un opérateur autorisé", précise-t-il. En outre, les fournisseurs de ces services devront souscrire à plusieurs obligations, comme l'identification des clients et utilisateurs, la coopération avec les autorités publiques en cas d'infraction commise à partir d'un service offert, ou encore l'exploitation saine et à des fins licites de services de fourniture.

En rappel, au Togo, le Wifizone participe à l'inclusion numérique en permettant aux consommateurs à faibles revenus d'accéder au haut-débit fixe à des tarifs beaucoup plus abordables.

Elysée





### **Numérique:**

# LE TOGO ÉTOILE MONTANTE EN AFRIQUE

a transformation digitale est sans aucun doute gage de développement social. C'est un procédé qui simplifie la vie active, rapproche davantage les citoyens vers les institutions de la République, connecte les habitants, simplifie les démarches administratives... Le Togo est entiché par l'essor du numérique et il réalise d'importantes actions pour exceller dans le domaine.

L'un des efforts du pays est la construction des infrastructures adaptées aux différents besoins. Au cours de la dernière décennie, quelques-unes très stratégiques ont été installées.

Un centre de données actif

Il a été construit un Data centre à Lomé de niveau Tier III pour un montant de 12,7 milliards de francs CFA. Cette infrastructure indispensable pour un pays engagé sur la voie du numérique permet d'héberger des données sensibles.

Dans cette liste non exhaustive des initiatives à forte valeur ajoutée, il y a l'opérationnalisation du e-Gouvernement qui permet à l'administration d'être interconnectée par un réseau de fibre optique avec déjà plus de 10 000 fonctionnaires bénéficiaires.

La cybersécurité, facteur pris en compte C'est pourquoi le Data Center Carrier Hotel a été inaugurée en juin 2021. Comme évoqué plus haut, il sauvegarde et sécurise les données nationales, garantit aux opérateurs privés des services efficaces



d'hébergement de serveurs en colocation et assure une utilisation optimisée des réseaux pour tous.

Une autre institution est en charge de protéger les données et veiller à une souveraineté numérique : c'est l'Agence nationale de la cybersécurité (Ancy). Elle réprime la cybercriminalité en tant que principale autorité en la matière.

Accentuation de l'utilisation du numérique

Le pays a engagé des réformes comme la digitalisation des services de l'administration, l'utilisation de la biométrie, l'intensification de l'inclusion financière à travers des solutions digitales. Le portail national des services publics digitalisés est l'un des procédés phares.

Disponible à l'adresse http://service-public. gouv.tg il regroupe l'ensemble des services publics digitalisés de l'administration. Tout citoyen a la possibilité d'effectuer des demandes en ligne et de suivre l'évolution du dossier depuis son compte utilisateur. En juin 2023, on estimait à 101 730 le nombre de demandes déjà enregistrées sur la plateforme, avec plus de 97 000 comptes créés dont 64% pour les hommes et 36% pour les femmes.

La Rédaction

### **Climat des affaires :**

# LES INVESTISSEMENTS EN HAUSSE CES 05 DERNIÈRES ANNÉES



e Togo connaît une augmentation des investissements les cinq (05) dernières années.

Avec les réformes structurelles multiformes et la modernisation des infrastructures, les investissements au Togo ont progressé en moyenne de 4,5% ces cinq dernières années pour atteindre plus de 20% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2022. Dans les détails, depuis 2018, ces investissements sont progression en moyenne de 4,5%, pour atteindre plus de 20% du PIB en 2022.

Pour capitaliser sur ces bonnes performances, le gouvernement a renforcé le dialogue avec le secteur privé en multipliant les initiatives, et s'active à attirer davantage d'investisseurs, à travers les actions du ministère dédié à la promotion de l'investissement.

Au premier trimestre 2023, le pays a approuvé quatre (04) grands projets d'investissements étrangers avec un coût de 19 milliards FCFA.

**Marcel SOGLO** 

**Projet SSEQCU** 

# LA RÉGION DES PLATEAUX SERA DOTÉE DE 26 NOUVELLES FORMATIONS SANITAIRES

actions du gouvernement pour une santé pour tous se poursuivent sur toute l'étendue du territoire. Après les Savanes, ou 16 infrastructures sanitaires ont été construites, le gouvernement s'apprête à doter la région des Plateaux de 26 nouvelles formations formations sanitaires. Un appel d'offres a été lancé récemment en ce sens par le ministère de la santé, à l'endroit des entreprises. De façon concrète, les nouveaux centres de santé, prévus dans le cadre du projet de Services de santé essentiels de qualité pour une couverture sanitaire universelle (SSEQCU), seront érigés dans les localités d'Agou, Akébou, Amou, Anié, Danyi, Haho, Kloto, Kpele et Wawa. Ils seront notamment déclinés en bâtiments de soins, de blocs sanitaires, et d'infrastructures connexes.















### **CEDEAO/ Paix , vivre-ensemble, tolérance et économie**

# LES PEULS ET HAALIPULARS GUINÉENS RÉUNIS AU SEIN DE LA CNFHPG S' ACTIVENT

a Coordination des Foulbhe et Haalipular de la Guinée ■(CNFHPG) s'engagent pour la promotion du vivre-ensemble, la paix, la cohésion sociale et le développement de la Guinée Conakry et de l'espace CEDEAO. En collaboration avec l'Union des Ressortissants de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest vivant au Togo, les responsables de cette communauté venus du Bénin, du Burkina Faso, du Ghana, de la Guinée et du Togo, ont échangé sur des questions visant à la promotion du vivreensemble, la cohésion, la paix et le développement économique de leur pays. Ils ont affirmé leur attachement aux valeurs culturelles, de la tolérance et de la solidarité au cours d'une rencontre tenue à Lomé

le jeudi 14 septembre 2023.

L'objectif selon El-Hadj AMADOU Oury Diallo, Vice-président de la CNFHPG chargé des antennes nationales et extérieures, est de « promouvoir la fraternité intracommunautaire des Foulbhe et Haalipular de la Guinée, la collaboration et la fraternité intracommunautaire entre peuhls et tous nos frères vivant en Guinée, que ce soit en Basse Guinée, en Haute Guinée ou en Guinée Forestière et les relations entre ceux vivant à l'intérieur et ceux vivant à l'extérieur, pour tisser des relations fraternelles collégiales pour nous entendre, nous supporter, nous entraider et travailler dans une seule et unique direction pour l'intérêt de Fouta et de toute la République de Guinée ». Il s'agit pour lui, de faire en sorte que les communautés peuhls de la Guinée vivants à l'extérieur, puissent fraterniser avec les communautés vivant dans les pays d'accueil, dans



le respect des lois , des principes des us et coutumes de ces pays . « Nous sommes conscients que la société reste le cadre identitaire par excellence de toutes les composantes sociales, le creuset où se façonnent la conscience, la morale et la responsabilité du citoyen. En matière de développement caractère déterminant de l'économique est sans équivoque, la position primordiale du social est tout aussi évidente. C'est dans cette logique qu'en République de Guinée, une place de choix est donnée à la concertation intra et inter communautaire à travers Coordinations Régionales. Celles-ci jouent un rôle crucial dans la recherche et la culture de la paix, de la préservation de nos valeurs de civilisation, le respect de l'autre, afin d'œuvrer de concert au développement et au mieux-être des populations sans exclusive. C'est dans ce cadre que des sages s'étaient retrouvés pour passer en revue les contraintes et réalités sociales qui pèsent sur la vie quotidienne du guinéen. Ils parvinrent à la conclusion qu'il

fallait mieux s'organiser pour raffermir la cohésion sociale, protéger et sauvegarder nos US et coutumes tout en œuvrant à la consolidation de la paix et de l'unité nationales, gage de stabilité et de développement national équitable», a-t-il fait mention.

### Contribuer à la promotion de l'économie Guinéenne

Outre la cohésion sociale. la Coordination des Foulbhe Haalipular de la Guinée entendent contribuer au développement économique de la Guinée Conakry. Des réflexions ont été menées en ce sens, notamment sur la dimension économique et sociale de Fouta-Djalon et de la Guinée Conakry dans son ensemble. Pour atteindrecesobjectifs, il sera également procédé à l'élargissement de la coordination en Guinée et dans les pays d'accueil des communauté peuhls afin d'imprimer ces valeurs partout.

Une cohabitation pacifique et séculaire

Le Président de l'Union des Ressortissants de la CEDEAO au Togo, AMADOU Oury Balde a, quant à lui, souligné les bonnes relations entre les autres communautés qui résident sur le sol togolais grâce à l'hospitalité qu'offre le peuple togolais et ses dirigeants. Sa présence aux côtés de la CNFHPG, s'explique par l'engagement de son organisation en faveur d'une intégration sous-régionale. L'Union des Ressortissants de la CEDEAO au Togo travaille pour faciliter l'intégration, la solidarité et la cohésion sociale entre les peuples. Les communautés Foulbhe et Haalipular de la Guinée Conakry et celles du Togo sont ensemble depuis des siècles. On travaille ensemble avec la population togolaise, la plupart d'entre nous sont des opérateurs économiques. remercie les autorités qui facilitent la tâche à toutes les communautés de la CEDEAO de circuler librement et de s'engager librement dans les affaires économiques et sociales du

pays », a-t-il expliqué .

développement

Selon le responsable de l'antenne Togo de l'Union des Ressortissants de la CEDEAO, pour travailler librement, il faut qu'il y ait la paix. Il remercie le chef de l'Etat togolais pour son engagement en faveur de la paix dans la sous-région notamment dans les zones menacées par l'insécurité surtout dans les pays sahéliens.

Ensemble avec la Coordination des Foulbhe et Haalipular de la Guinée, l'Union des Ressortissants de la CEDEAO au Togo exhorte les communautés au vivre-ensemble, à la tolérance et au pardon.

Elle appelle en outre, les chefs d'Etat de la sous-région à privilégier les approches diplomatiques dans la résolution des crises au Niger, au Burkina Faso et au Mali. « On vient de sortir de la crise à covid-19. On ne peut plus supporter un conflit armé dans notre espace. Si on va dans cette direction, il y a un risque de désintégration de la CEDEAO. On pense que la CEDEAO ne peut pas survivre à une guerre fratricide entre ses Etats membres. C'est pour cela nous saluons la position modérée du chef de l'Etat du Togo et de ses autres autorités. Nous invitons les autres chefs d'Etat à faire du même», a-t-il exhorté

L'objectif général de la Coordination, est de créer une synergie de compréhension et de coordination de toutes actions de développement économique, culturel et social entre les peuls et Haalipulars Guinéens de l'intérieur et de la diaspora afin de participer d'une façon efficace aux efforts des gouvernants, à la tolérance et à la Paix entre les peuple du monde.

Togoreveil

La paix , gage de

### **4º étape du Carrefour Jeunes**

# « VOUS NE SEREZ PAS SEULS », MÉDISSA SAMA À L'ENDROIT DES JEUNES ENTREPRENEURS DU GRAND LOMÉ

e « Rôle des TPME dans le développement économique des collectivités territoriales ■au Togo ». C'est le thème autour duquel bat son plein, l'étape du Grand Lomé de Carrefour Jeunes du 26 au septembre 2023. Après la région centrale, Kara et Plateaux, le Grand Lomé abrite la quatrième édition du rendez-vous entrepreneurial « Carrefour Jeunes ». Les activités ouvertes le mardi 26 septembre dernier par le représentant du Ministre du Développement à la base, de l'emploi des jeunes et de la jeunesse, en présence des autorités locales, des partenaires financiers et techniques, offre une occasion spéciale à la jeunesse de la capitale et ses environs de découvrir les opportunités offertes par l'Etat et ses structures ainsi que des partenaires.

L'objectif selon Mme Médissa SAMA, Directeur Général du cabinet YiLiM, promoteur de cet événement, est de créer des champions de la région du Grand Lomé en matière de création et de gestion d'entreprise.

Il consiste à susciter l'envie de mettre sur pied, des initiatives, des innovations et booster le talent chez les jeunes. Il offre de cadre de renforcement de capacité de ces acteurs en matière de création, de gestion, de recherche de financement, de management, l'exploration des marchés et de techniques de visibilité à leurs produits. A en croire Mme Médissa SAMA, il s'agit d'un « Cadre d'expression et d'accompagnement des jeunes et femmes entrepreneurs en vue de les pousser à la création d'emplois et de richesses et promouvoir l'essor et pérenniser leurs initiatives ».

Le but est de permettre aux jeunes et femmes de s'épanouir en assurant leur autonomie. En lançant cette quatrième édition, le Directeur Général de la jeunesse représentant Mme le Ministre du Développement à la base, à inviter les jeunes à cultiver l'esprit entrepreneurial dans leur conscience collective, à aller vers les informations pour saisir les opportunités et à se procurer des conseils auprès des devanciers.

Pendant cinq jours, experts, mentors et des grands noms du monde entrepreneurial vont partager leurs expériences et connaissances avec les jeunes. Au menu, des expositions, des panels, des communications, des formations, des rendez-vous B to B, de réseautage et de séance de mentorat.

Mme Médissa SAMA a rassuré les jeunes promoteurs d'entreprise en ces termes : « Vous ne serez pas seuls. Vous pouvez compter sur nous pour qu'ensemble nous développions



notre pays le Togo». Elle a exprimé sa gratitude au chef de l'Etat Faure Gnassingbé et à Mme le Premier Ministre Victoire TOMEGAH-DOGBE pour avoir posé des bases solides en matière entrepreneuriale.

Rappelons que les bénéficiaires des

éditions précédentes sont déjà connus sur le marché national et international grâce à l'accompagnement du cabinet YiLiM et de ses partenaires.

Marcel SOGLO



## LE NOUVEAU BUREAU DU CONAPP REÇU A LA HAAC





e Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ■(HAAC) a reçu, à leur demande, les nouveaux membres du Bureau Exécutif du Conseil National des Patrons de Presse du Togo (CONAPP) le jeudi 28 septembre 2023 au siège de l'institution à Lomé. Conduite par Germain POULI, nouveau Président du CONAPP, la délégation du nouveau bureau, forte d'une douzaine de membres, a été présentée au Président et aux autres membres de la haute autorité en charge de la régulation des médias au Togo.

Issu de l'Assemblée générale élective du

CONAPP organisée le 23 septembre dernier, ce bureau a saisi l'occasion pour partager sa vision et les grands axes de son action au cours des deux prochaines années. De fructueux échanges ont eu lieu entre la délégation du CONAPP et les membres de la HAAC.« A la HAAC ce matin, nous avons trouvé une oreille très attentive aux préoccupations du CONAPP et à celles de la presse togolaise en général. Le Président de la HAAC nous a réaffirmé toute la disponibilité de son institution à nous accompagner dans la formation et la professionnalisation des Patrons de presse et journalistes togolais

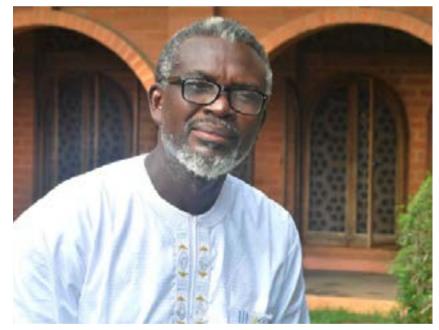
avant de nous exhorter à travailler davantage avec les autres organisations de presse.» a indiqué Germain POULI, Président du CONAPP qui a précisé que cette rencontre est la première d'une série de rendez-vous que le nouveau bureau du CONAPP a initié auprès de certaines institutions de la république et partenaires de la presse togolaise.

Le Président de la HAAC, Willibronde Pitalounani TELOU a saisi l'occasion de cette première rencontre pour féliciter les nouveaux membres du Bureau du CONAPP pour leur élection avant de leur souhaiter plein succès dans leur mission.

Le nouveau bureau s'est engagé à travailler pour un repositionnement de la presse togolaise à travers plusieurs innovations qui portent notamment sur la qualité de l'information qui sera beaucoup plus centrée sur les questions de développement et la proximité. La digitalisation des médias membres du CONAPP, la formation des Patrons de presse au management des entreprises et diversification des activités seront également au cours de ce mandat.

**Patrick NIMA** 

## LES AMBITIONS DE GERMAIN POULI, **NOUVEAU PATRON DU CONAPP, POUR LA PRESSE TOGOLAISE**



e Directeur général de Oracom et Togoreveil M. Germain Essohana POULI a été porté Patrons de Presse (CONAPP). II a été élu à l'issue de l'Assemblée générale élective de l'organisation tenue ce samedi 23 septembre 2023 à Lomé. Il succède ainsi à M. Arimiyao Tchanyawo.

Les travaux ont permis à l'ancien bureau de dresser le bilan des activités réalisées avec la présentation du rapport d'activité et moral et du rapport financier. Les échanges ont été suivis de l'élection du nouveau bureau. 101 membres sur 102 ont voté. A l'issue du dépouillement les 12 postes du bureau ont été pourvus avec 6 abstentions, ce qui fait 95 votes normaux. Germain POULI a été plébiscité avec un score de 93 voix sur 95, son adversaire s'étant retiré au préalable.

Germain POULI a exprimé d'abord

exprimé sa reconnaissance à Dieu pour la tenue de cette assemblée élective avant de remercier les à la tête du Conseil National des membres du CONAPP pour la mobilisation.

«Merci à tous pour avoir porté votre confiance sur ce bureau que j'ai l'honneur de conduire pendant deux ans. J'espère qu'on va faire de grandes choses ensemble. Vous nous avez choisi mais vous ne devez pas nous laisser seul. Nous allons travailler main dans la main», ont été les premiers mots du nouveau président élu.

Il a rassuré que le CONAPP sera plus fréquent à l'intérieur du pays. Pour lui dans un contexte économique très difficile et dans un contexte social marqué par la montée en puissance des réseaux sociaux, le nouveau bureau entend révolutionner. Bref, le nouveau patron du CONAPP nourrit de belles ambitions pour la presse togolaise. «Nous allons rester dans la

continuité tout en apportant de l'innovation. Parce que la presse togolaise tout comme la presse dans de nombreux pays fait face aujourd'hui à de nouveaux défis que sont notamment la montée en puissance des réseaux sociaux puis la faiblesse économique de nos entreprises. Nous devons travailler ensemble aujourd'hui pour repositionner la presse togolaise, la rendre plus vivante, à mettre au service de nos sociétés. Nous plaçons notre mandat sous le sceau d'une presse libre mais d'une presse développée, une presse économiquement développée qui pourra payer les collaborateurs les journalistes qui travaillent avec nous selon les efforts qu'ils fournissent. Il y a des difficultés que nous savons tous. Mais nous allons travailler à ce qu'à la fin de nos mandats tous les organes de presse deviennent de vrais entreprises de presse, qu'elles deviennent productives et qu'elles fassent aussi des bénéfices comme toutes les entreprises», a-til expliqué avant de poursuivre.

des chantiers c'est programme triennal de diversification des activités. Toutes les sociétés en difficulté au-delà de l'innovation pour améliorer la qualité de leur service peuvent aussi passer à la diversification et nous avons un programme. Nous allons accompagner la plupart des médias membres pour diversifier nos activités avoir d'autres sources de revenus et pour digitaliser tous les médias membres. Nous devons nous repositionner et sur ce terrain je peux vous dire que nous avons des partenaires fiables qui sont prêts à nous accompagner. Ca va être main dans la main que nous allons

travailler au cours de ce mandat et 1. nous accorderons aussi une place particulière aux médias de l'intérieur du pays qui ont d'autres difficultés plus compliqués que ceux de la capitale et des grandes villes. Donc le CONAPP sera beaucoup plus présent également dans les autres localités», a rassuré M. POULI.

Le chantier est vaste et le désormais président du CONAPP annonce déjà le calendrier des activités qui marqueront le début de leur mission.

«La confiance qui nous a été accordée est énorme et pour nous c'est une grande responsabilité. Parce que les membres s'attendent à beaucoup de choses et c'est ensemble que nous devons travailler.

Nous ferons d'ailleurs une tournée nationale pour réunir les vrais besoins. Nous avons une idée de ce qui se fait mais nous irons. Nous allons en suite installer les coordinations régionales du CONAPP pour être plus efficace. Comme autre structure qui nous tient à cœur aussi c'est l'installation d'un haut Conseil du CONAPP au sein duquel siégeront tous les anciens présidents qui vont nous donner leurs avis et qui vont aussi travailler pour accompagner certains membres de organisation», a-t-il déclaré.

Souhaitant du courage nouveaux membres élus et une bonne mission au nouveau bureau, le président sortant Arimiyao Tchanyawo a réaffirmé sa disponibilité à les accompagner pour la réussite de leur mission.

Voici les membres du bureau élu

- -Président : Germain Pouli
- -Vice président presse écrite: AMETOKPO Shalom
- -Vice président radio: Blande Patrick
- -Vice président Télévision : Awutse Anita
- -Vice président presse en ligne: KueviAyi Samson

6.

Joachim

-Secrétaire Général: Loko

- Secrétaire Général adjoint chargé de l'organisation : Egnang Uriel
- -Tresorier général: Adja Olivier
- -Tresorier général adjoint chargé des projets : Mme SibabiTalata Kadi
- -1er Conseiller chargé des relations avec de l'extérieur : Pologrini Jean Le Grand
- -2ème Conseiller chargée de l'étique et de la déontologie : KoudohaEkué
- -3ème Conseiller médias 12. de l'intérieur : Boukari Moshood
- -1er Commissaire aux 13. comptes: Bamaze Eugène
- -2ème Commissaire aux comptes: Doubidji Germain

Komla Yawo

**Prévenir et répondre efficacement à la violence sexiste au Togo** 

### KAIPTC ET WANEP TOGO RENFORCENT LES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX

e Centre International Kofi Annan de Formation au Maintien de la Paix (KAIPTC) en collaboration avec West Africa Network for Peacebulding - Togo entendue Réseau Ouest Africain pour l'Edification de la Paix - Togo (WANEP Togo) organise à Lomé au Togo un atelier de formation sur la prévention et réponse à la violence sexiste au Togo. Cette formation de 5 jours des acteurs locaux engagés dans la lutte contre la Violence Basée sur le Genre (VBG) a été officiellement ouverte ce lundi 25 septembre 2023 au nom de la ministre de l'Action sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation par Mme Bénédicte Gnansa, Directrice Générale du Genre et de la Promotion de la Femme en présence de Mme Noviekou PyaloDa-doYram Nora, Coordinatrice Nationale, WANEP Togo et le Commandant du KAIPTC Maj Gen Richard Addo Gyane.

Axé sur le thème «Renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de prévention et de lutte contre la violence sexiste au Togo», cette formation est une initiative de l'Institut Femmes, Paix et Sécurité (WPSI) du KAIPTC, avec le soutien financier inestimable du gouvernement suédois.

Pour Mme Agnès Atikpala Agbevadi, Chargée du programme Femmes Jeunes Paix et Sécurité au centre, l'atelier entre dans le cadre des objectifs stratégiques globale de Centre Kofi Annan afin de renforcer les capacités des Etats membres de l'Afrique pour l'élimination de la violence sexiste en Afrique.

Cette formation selon elle contribuera à n'en point douter à réduire les cas de violences sexistes surtout celles perpétrées sur les femmes et les enfants.

L'initiative résulte des recherches menées par l'Institut Femmes, Jeunesse, Paix et Sécurité en 2020. Selon les enquêtes le taux élevé de violence sexiste dans nos régions, en particulier au niveau communautaire, est dû à des facteurs tels que le manque



de capacités des acteurs locaux, les faibles taux de condamnation, le manque de preuves, le manque de ressources et l'inefficacité des stratégies d'enquêtes, entre autres. Une approche efficace pour éliminer cette menace a consisté à réexaminer les approches et à adopter des stratégies appropriées en vue de renforcer la capacité des acteurs locaux à se lancer dans un plaidoyer et une éducation forte, en particulier au niveau communautaire. L'une de ces approches innovantes a émané des recommandations faites lors de la célébration du 20e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies en 2020 au KAIPTC, couplées des résultats de la recherche qui ont conduit à l'élaboration d'un manuel de formation complet intitulé « Renforcement des capacités des acteurs locaux en matière de prévention et de lutte contre la violence sexiste en Afrique ».

Selon les nations Unies environ 736 millions de femmes soit une femme sur trois ont subi au moins une violence en 2021. Au Togo les données révélées par les centres d'écoute indique que 2818 personnes dont 2408 femmes ont été victimes de violences sexiste en 2022

Ils sont donc une trentaine d'acteurs venus des cinq régions du pays et de Lomé commune, issus de la police nationale, des organisations de la société civile, des médias, des organisations confessionnelles. chefs traditionnels communautaires, des enseignants et du pouvoir judiciaire à prendre part du 25 au 29 septembre à cette formation destinée à renforcer leurs capacités à prévenir et à combattre efficacement la violence sexiste au Togo et en Afrique. Il s'agit ainsi de renforcer les connaissances et les compétences Individuelles, d'influencer les attitudes tout en favorisant le travail d'équipe et la

collaboration.

Mme Noviekou PyaloDa-doYram

Nora, la coordinatrice de WANEP

Togo, résume les objectifs de
l'atelier en deux : «Le premier celui

de partager nos expériences en

tant que acteurs venant de divers secteurs, en suite de pouvoir assoir les bases pour une action plus efficace à la lutte contre les violence faite aux filles et aux femmes plus spécialement, en sachant que quand nous parlons de violence sexiste nous ne négligeons pas les violences également faites à l'endroit des garçons et des hommes. Mais les chiffres montrent que les femmes sont celles qui ont plus de difficultés ou qui sont plus victimes. Autrement dit cette situation interpelle chacun de nous. Cette situation interpelle tout le monde et nécessite une action concertée, une action collaborative pour des résultats efficaces», a-telle déclaré.

Le Commandant du Centre KAIPTC Maj Gen Richard Addo Gyane a pour sa part souligné que «le KAIPTC, Centre d'excellence de la CEDEAO en matière de paix et de sécurité dans la région, reste déterminé à promouvoir l'opérationnalisation du programme Femmes, Paix et Sécurité (FPS) en Afrique et au-delà», a-t-il précisé avant de

poursuivre.

«Nous avons actuellement transformé notre Institut Femmes, Paix et Sécurité en Institut Femmes, Jeunes, Paix et Sécurité (WYPSI) en vue de traiter des questions liées aux femmes, à la paix et à la sécurité ainsi qu'aux programmes Jeunes, Paix et Sécurité, comme le prévoient respectivement les résolutions 1325 et 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies», a-t-il souligné.

En ouvrant les travaux la représentante de la ministre de l'Action sociale Bénédicte Gnansa salue l'initiative des organisateurs qui vient renforcer les nombreuses actions du gouvernement en faveur de la lute contre les Violences Basée sur le Genre (VBG) au Togo. La dernière action en date est révélatrice.

«Conscient des traumatismes que créent les VBG dans la vie des victimes et dans le souci d'offrir aux victimes une prise en charge holistique et intégrée, le gouvernement a initié l'élaboration du protocole nationale de prise en charge des victime de Violence Basée sur le Genre dont la validation nationale a eu lieu le jeudi 21 septembre 2023. Ce protocole de prise en charge des victimes de VBG est un document de référence qui permet d'assurer la cohérence, la traçabilité, la continuité et la synergie d'action requise dans le cadre des prestations fournies aux victimes. Il fixe le cadre méthodologique de prise en charge des victimes et permet aux différents intervenants de disposer un outil de référence pour l'harmonisation des démarches et pratique dans la délivrance des prestation en faveur des victime», a-t-elle laissé entendre.

Il faut signaler que cette formation a été déjà organisée dans plusieurs pays dont le Ghana, le Nigeria, le Niger, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Soudan du Sud et le Libéria.

**Komla YAWO** 

### Du 20 septembre au 20 décembre 2023

# L'OTR BAISSE LES PRIX DE DOUANE POUR LES VÉHICULES EN SOUFFRANCE

'Office Togolais des Recettes (OTR) a lancé lundi dernier, une campagne de dépréciation de 30% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq ans d'âge, en souffrance sous douane.

L'offre promotionnelle, qui couvrira la période du 20 septembre au 20 décembre 2023, se veut un coup de pouce de l'Office en ces moments de vie chère. Surtout, elle vise à décongestionner les parcs automobiles, afin d'inciter aux nouvelles commandes de fin d'année.

"Toutes les personnes bénéficiant de cette mesure de dépréciation sont invitées à faire valoir leurs droits au plus tard le 31 décembre 2023, par la liquidation et le paiement effectif des droits dus", a exhorté le Commissaire général de l'OTR, Philippe Tchodie. Passé ce délai, "la dépréciation accordée sera automatiquement annulée", a-t-il précisé.



Elysée J.





KOUTCHE
KOKARI
ERA MEGIBE EWLESSE
AKPË AKPË
KOUTCHE
KOUTCHE
KOUTCHE
KOKARI
M'BO
EWLESSE
ERA MEGIBE THANKS
BALK
EWLESSE

togocom.tg 🔞 🖸

Avancer. Pour vous. Pour tous.

\$00

